

Sommet de Bruxelles : d'un Z qui veut dire Zo(ne euro) ?

L'accord auquel sont arrivés les pays européens n'a rien de la véritable refondation qui serait indispensable aujourd'hui. Selon l'eurodéputée Sylvie Goulard, membre de nos décrypteurs 2012, il faut redonner la parole aux citoyens européens car la discipline budgétaire ne suffira pas.

Au-delà des nombreuses incertitudes qui persistent à ce stade, l'accord de la nuit du 9 décembre comporte trois choix stratégiques. La zone euro, et tous ceux qui voudront, vont avancer en signant un traité entre eux, sans attendre les 27.

Premier choix : qui m'aime me suive

A raison, les dirigeants de la zone euro ont refusé de céder au chantage des Britanniques qui, en contrepartie de leur soutien à une révision des traités, auraient voulu récupérer un droit de veto sur toute la législation financière européenne. David Cameron a beau feindre d'avoir emporté une grande victoire, le Royaume-Uni s'est mis hors jeu. Rappelons que, jusqu'à l'année dernière l'Allemagne refusait catégoriquement de construire quoique ce soit à 17 pour ne pas diviser l'UE. Si les Britanniques ne veulent pas participer, il est sage de ne pas les attendre.

Churchill lui-même, en 1946, à Zurich avait encouragé les Allemands et les Français à se fédérer seuls. La situation de la zone euro appelle des mesures immédiates. Il est bon qu'elles soient prises. En revanche, il est heureux que ce traité intergouvernemental à 17 soit ouvert à tous ceux qui souhaitent s'y joindre. Six Etats semblent avoir déjà marqué leur intérêt, dont le Danemark qui pourtant, comme le Royaume-Uni, jouit formellement d'une dérogation à la monnaie unique. Il est encore trop tôt pour savoir quel type de dynamique va se créer.

Si seuls le Royaume-Uni et la Hongrie (dirigée en ce moment par un gouvernement d'extrême-droite), restent en dehors, ce n'est pas très grave. A terme, ce ne sera pas un problème européen, ni même peut-être un problème britannique. Ce sera surtout un problème pour l'Angleterre, confrontée au désir accru d'indépendance écossais, réduite à devenir une plate-forme financière *off-shore*. Il serait intéressant de savoir si le peuple anglais qui a montré récemment ses doutes face à la toute puissance de la finance, approuverait entièrement ces choix à courte vue, s'il n'était pas soumis à un lavage de cerveau de tabloïds non européens.

Deuxième choix : un "contrat" social minimal

Il est toutefois difficile, comme le font certains, de parler de "refondation". Le traité envisagé se borne à un engagement renouvelé de respecter la discipline budgétaire qui sera notamment inscrit dans les constitutions nationales. On peut comprendre cette demande des Allemands, appelés à faire preuve de solidarité par des pays qui y avaient manqué des années durant. La restauration de la confiance est à ce prix. Et une saine gestion des finances publiques est dans l'intérêt de chacun.

Mais la discipline ne suffit pas, comme tous les pays de l'UE l'ont déjà admis. Les conclusions du conseil de la zone euro font une brève allusion à "ce qui a été accompli depuis 18 mois : le renforcement du pacte de stabilité et de croissance, la mise en œuvre du semestre européen (...), la nouvelle procédure de contrôle des déséquilibres macro-économiques et le pacte Euro +".

Certaines de ces mesures très novatrices ne semblent pourtant pas devoir faire partie du futur traité : par exemple le contrôle des déséquilibres macro-économiques qui vient d'être créé pour tirer certaines leçons de la crise. Pourtant, l'Espagne et l'Irlande respectaient strictement la discipline budgétaire. C'est un mauvais pilotage macro-

économique qui les a entraînés dans l'abîme. Les surplus dégagés au Nord de l'Europe ne doivent pas non plus être jugés sur des critères moraux, comme un signe de "vertu". Mal investis, ils peuvent contribuer aux erreurs de pilotage du Sud. En refusant de regarder la macro-économie comme un tout, en refusant de placer les impératifs de croissance et de réduction des inégalités au même niveau que la discipline, dans le futur traité, nos dirigeants ont fait un choix étroit. L'OCDE comme le FMI ont récemment tiré la sonnette d'alarme.

La stabilité ne suppose pas seulement le respect des règles, elle consiste à faire les bonnes politiques pour donner un avenir à des êtres humains de plus en plus désespérés. De même, en rejetant la mise en place progressive d'euro-obligations (eurobonds), la zone euro refuse de regarder la stabilité dans toutes ses dimensions. Elle se prive - de manière inouïe - de l'avantage global que lui donnerait la création d'un marché obligataire de la taille de celui des bons du trésor américain. En suivant Angela Merkel sur ce terrain en dépit des propositions courageuses de la Commission, poussée par le Parlement européen et par Herman Van Rompuy, la France a oublié ses ambitions globales.

Troisième choix : zone euro ou bande de zorros ?

Enfin, et c'est peut-être le plus grave, dans le système intergouvernemental qui est mis en place, tout est fait pour éviter le débat public. La Commission garde son rôle, sans qu'on sache très bien comment elle pourra travailler. Mais la démocratie européenne disparaît. Le Parlement européen est prié d'adopter les textes sur lesquels il a, en vertu des traités, son mot à dire, mais toute la construction est suspendue au-dessus de la tête des Européens sans qu'un lieu de débat et de contrôle public soit imaginé. Le pouvoir est concentré dans les mains du Conseil européen qui collectivement, ne rend de comptes à personne.

Z comme zone euro ? Ou Z comme bande de zorros qui débarquent à Bruxelles de leur avion comme le justicier masqué de la série télévisée, sautait de cheval ? Zip zap, d'un coup d'épée, ils tranchent et décident, réduisant 330 millions de citoyens européens au rôle du muet. Il est bon que la zone euro avance. Il est bon que nos gouvernants prennent leurs responsabilités car les Etats sont l'un des piliers de la construction communautaire. Il est même bon que l'Allemagne, ancre de stabilité, fasse entendre la voix de la raison.

Mais le mépris constant pour la démocratie et le peuple, l'acharnement à vider de sens les institutions communautaires ne sont pas de bon augure. Peut-on vraiment laisser des choix aussi fondamentaux pour la cohésion de nos sociétés et notre place dans le monde à ces organes "censitaires" (car les riches y pèsent plus que les autres), opaques (car nul ne sait ce qui s'y dit) et, qui, dans l'aube grise, accouchent de solutions qui n'ont été discutées nulle part ? Que penseront les Européens d'une Europe au nom de laquelle on leur demande des efforts mais qui se fait sans eux ?